

Voilà des choses que nous ne devons pas perdre de vue lorsque nous avisons à l'opportunité d'adhérer aux divers groupes commerciaux. Je puis assurer à tous les députés que le gouvernement s'intéresse vivement à ces questions afin de trouver les meilleurs arrangements possibles pour l'ensemble du pays.

Quand il a parlé au nom de l'opposition officielle, l'honorable député de Laurier s'est montré beaucoup moins précis que le chef du PSD dans ses conseils au gouvernement sur les mesures à prendre. Il s'est contenté de protester contre la conduite que le ministre des Finances et moi-même avons adoptée à Accra pour le bien de nos cultivateurs, de nos pêcheurs, de nos bûcherons, de nos mineurs, des autres producteurs primaires et de nos manufacturiers. Il s'est opposé au nom de son parti...

L'hon. M. Chevrier: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Le député de Laurier n'a jamais fait pareille affirmation. Ou le ministre n'écoutait pas ou il n'a rien compris, car je n'ai jamais fait pareille affirmation. Je ne reconnais pas mes paroles dans ce que dit le ministre.

L'hon. M. Hees: Je parle du discours de l'honorable député de Laurier. Je l'ai écouté avec beaucoup d'attention cet après-midi. Il se plaignait de ce que nous avons fait à Accra, le ministre des Finances et moi, quand nous avons clairement plaidé la cause des producteurs canadiens de toutes catégories, nos cultivateurs, nos pêcheurs, nos bûcherons, nos mineurs, nos autres producteurs primaires et nos manufacturiers.

L'hon. M. Chevrier: Ce n'est pas vrai.

L'hon. M. Hees: C'est cela que nous avons fait, monsieur le président. Je soutiens que c'est cela. J'étais à Accra et le ministre des Finances aussi. Tous les deux nous savons ce que nous avons fait et nous avons plaidé...

L'hon. M. Chevrier: J'invoque le Règlement.

M. le président suppléant (M. Creaghan): On a invoqué le Règlement deux fois sur la même question. J'ai écouté la plus grande partie du débat cet après-midi et je suis plus ou moins d'accord avec les deux honorables députés. Il me semble que la faute, si faute il y a, c'est que nous avons entendu deux sortes d'allégations. Je pense que le ministre du Commerce a la parole de bon droit et si l'honorable député de Laurier veut bien le laisser parler, je suis certain que nous ferons plus de progrès.

L'hon. M. Chevrier: Monsieur le président, en vertu du Règlement de la Chambre, je ne permettrai pas au ministre de poursuivre ses

propos s'il me prête des déclarations que je n'ai pas faites. Il cherche en fait à sortir des mots de leur contexte pour les employer dans un autre texte qui a été rédigé pour qu'il le prononce ici. Je ne le tolérerai pas, car c'est contraire au Règlement de la Chambre. Aujourd'hui, je me suis plaint amèrement de l'attitude adoptée par les ministres, selon les nouvelles parues dans les journaux, et à moins qu'ils ne fournissent les documents qui renferment leurs déclarations faites là-bas, ils n'ont pas le droit de se plaindre de ma déclaration faite à la Chambre.

L'hon. M. Hees: Le ministre des Finances et moi avons rappelé très clairement ce qui s'est dit à Accra. Ainsi que l'a dit fort justement le porte-parole du PSD, lorsqu'un député déclare qu'il a dit ou n'a pas dit telle chose, l'usage veut que les autres honorables députés acceptent sa parole. J'ai dit, et le ministre des Finances a dit qu'à Accra, nous avons exposé avec beaucoup de franchise les raisons pour lesquelles il est nécessaire de maintenir nos arrangements commerciaux actuels dans le marché britannique, arrangements qui profitent à nos pêcheurs, nos agriculteurs, nos bûcherons, nos mineurs, nos autres producteurs primaires et nos manufacturiers.

L'hon. M. Pickersgill: Ce n'est pas dans le texte du ministre.

L'hon. M. Hees: Le chef suppléant de l'opposition a soulevé de violentes objections contre notre attitude et la façon énergique et précise dont nous avons exposé notre point de vue. Le ministre des Finances a signalé que le très honorable M. Maudling, qui assistait à la réunion, a déclaré que ce point de vue avait été exprimé avec modération et de façon constructive.

L'hon. M. Chevrier: Bon nombre d'autres gens disent le contraire.

L'hon. M. Hees: Il me semble que le député de Laurier devrait accepter l'opinion exprimée par un ministre britannique indépendant, qui assistait à la conférence, sur ce qu'il y a entendu de préférence à ce que le député de Laurier aimerait croire qu'on y a dit.

L'hon. M. Pickersgill: Puis-je poser une question au ministre?

L'hon. M. Hees: Certainement.

L'hon. M. Pickersgill: Puis-je demander au ministre s'il a dit à Accra: «Nous sommes donc convaincus, au Canada, que nous n'examinons pas seulement un problème économique de très longue portée pour nous tous, mais aussi un problème dont dépend l'avenir du Commonwealth lui-même?»